

# Urgence à réguler la filière selon l'interprofession

## Surproduction d'œufs

19/09/2013 | Afp

**PARIS, 18 sept 2013 (AFP) - Les professionnels de la filière Oeufs notent « une légère amélioration » après la crise de l'été mais jugent urgent de réguler la filière et d'accroître les exportations pour lutter durablement contre la surproduction, ont-ils indiqué mercredi.**

La **Confédération française de l'aviculture** (CFA) réclame que soit « clairement affirmée par les pouvoirs publics » la détermination à renforcer les capacités d'exportation, dans un communiqué diffusé au lendemain de son conseil d'administration.

Quelque 12 millions d'œufs ont pu être sortis du marché français au cours du mois d'août et exportés vers le Moyen-Orient principalement, rappelle Philippe Juvin, vice-président de la CFA et président de l'interprofession Oeufs joint par l'AFP.

Simultanément, les abattages de poules pondeuses, « impossibles à chiffrer » selon lui et des mesures techniques, comme l'allongement du vide-sanitaire lors du remplacement des lots de poules, ont permis de désengorger le marché.

« On note une légère amélioration, la surproduction s'est atténuée sous l'effet des mesures de maîtrise de la production et du redémarrage de la consommation avec la rentrée », rapporte-t-il.

Aujourd'hui, les cours tournent autour de 6 centimes/œuf contre 4,90 cet été pour un coût moyen de production de 6 centimes, précise Philippe Juvin.

La plupart (90 % selon lui) des éleveurs sont contractualisés avec des prix garantis mais les établissements 100 % indépendants se sont retrouvés « en grand désarroi » au cours du mois d'août, particulièrement en Bretagne où les producteurs excédés avaient répandu des œufs pour attirer l'attention des pouvoirs publics.

Mais aujourd'hui, la CFA recommande d'étirer les phases de vide sanitaire de quatre semaines supplémentaires (soit 7 semaines contre 3 d'ordinaire) et regrette que les mesures d'abattage ne puissent être rendues obligatoires « au prétexte de la libre concurrence » écrit-elle. « Mieux vaut réduire sa production et protéger des marges » raisonnables, justifie Philippe Juvin.

L'Interprofession s'est en outre fixé pour priorité l'adoption d'un certain nombre de mesures structurelles pour l'avenir dont un meilleur suivi des mises en places d'élevage et d'effectifs donc de l'outil de production, après la phase de travaux engagés en 2011-2012 pour répondre aux normes européennes de bien-être animal.

Mais attention prévient Christian Marinov, président de la CFA, « il y a des attentes immédiates auxquelles il faut répondre » : la hausse des matières premières n'a pas été intégralement traduite dans les prix l'an dernier et les prix du soja restent élevés : « la détente constatée ne doit pas servir de prétexte à faire baisser les prix à la grande distribution » insiste-t-il